

VALOUREC FORGES DE FRESNES SAMBRE ET MEUSE AGEVAL
 BOMBARDIER ALSTOM LES DOUANES
LA SANTE L'ECOLE LES SERVICES PUBLICS.....

TOUS CONCERNES !

Le mercredi 6 mai 2015, à l'initiative de Fabien THIEME, Maire de Marly, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole et Marie-Thérèse HOUREZ-LEDROLE, 1^{ère} Adjointe s'est tenue une assemblée sur la situation et l'avenir de l'emploi dans le Valenciennois et le sud du département.

Des syndicats d'actifs et de retraités étaient présents tels la CGT, CFDT, FO, SUD, FSU, les autonomes, des salariés et citoyens venant de Saint-Saulve, Bruay-Sur-Escout, Marly, Crespin, Estreux, Onnaing, Petite-Forêt, Préseau, Prouvy, Quarouble, Quiévrechain, Raismes, Saultain, Thivencelle, Trith-Saint-Léger, Valenciennes se sont retrouvés pour échanger et examiner, dans leur diversité, des actions à mener.

Des élus et syndicalistes notamment retenus à Paris n'ont pu être présents ainsi que Marielle CUVELIER, Conseillère Régionale, Marie-Claude MARCHAND, Conseillère Régionale.

D'autres nous ont apporté leur témoignage :

Philippe BURETTE, délégué syndical CGT à Vallourec : « *C'est l'avenir du site de Saint-Saulve dans sa globalité qui est en jeu. La direction veut faire sortir l'aciérie du groupe. On sait très bien que la tuberie, seule, ne pourra pas tenir. L'objectif à plus ou moins long terme, c'est de rayer Saint-Saulve de la carte* ».

Ludovic BOUVIER, Responsable CGT : « *Si l'aciérie venait à disparaître, il est clair que le site de la tuberie perdrait du même coup sa compétitivité sur une part importante de sa production, avec le risque d'une mise en péril rapide du site de la tuberie. Le groupe Vallourec a commis des erreurs importantes sur les investissements au Brésil et aux Etats-Unis qui se sont faits sur le dos des salariés, sur un marché mondial déjà surcapacitaire* ».

Jean-Pierre DELANNOY de l'USTM CGT : « *C'est un gros plan social avec la plus grosse concentration dans la région et ça sera quatre fois plus avec les emplois induits et les sous-traitants. Il y a une volonté délibérée de l'Etat de ne pas défendre l'industrie et de ne pas avoir de stratégie industrielle* ».

Jean-Paul DELAHAIE, Secrétaire général de FO : « *Il y a ceux qui disent et ceux qui font. Nous, à FO, on attend les actes. Les belles paroles, on ne s'en satisfera plus. On veut un engagement ferme pour préserver les emplois* ».

Salvatore BENEDETTI, délégué syndical CFDT à l'aciérie et délégué central tube France : « *C'est bien que les élus nous aident et interviennent. Un accord de compétitivité, on peut l'envisager pour essayer de garder nos emplois ici* ».

Jean-Michel CAUVIN, représentant CFDT Douanes : « *L'arrondissement frontalier de Valenciennes fort de ses 350 000 habitants et ses 83 communes risque fort de voir disparaître ses douaniers en uniforme à l'horizon 2018. Une page de l'histoire locale se tournerait alors. La faute au PSD (Projet Stratégique Douane) dont la déclinaison lilloise vient de « fuiter ». Dans ce document « sulfureux » les fonctionnaires d'état ont appris la fermeture de la brigade de Saint-Aybert, sise sur l'autoroute A/2 à hauteur de Crespin,*

et la diminution drastique des effectifs du bureau de Valenciennes-Prouvy, passant de 30 à 11 agents dès 2020. Déjà peu nombreux depuis la fermeture de leur direction régionale en 2005 (la seule en France) et sa cohorte de suppressions de services et unités, il ne resterait qu'une dizaine d'agents à Prouvy, sur la zone industrielle n°2, pour accomplir les seules formalités douanières à destination du public et des entreprises. Les contrôles à la circulation par les douaniers en uniforme (la Surveillance) étant tout simplement rayés de la carte. La frontière reculant du coup au péage d'Hordain. Là où auraient lieu les premiers contrôles douaniers. Il y a danger pour la protection des populations et l'avenir du service public de proximité. L'interpellation de tous les acteurs est importante. Main dans la main nous serons plus forts ! L'activité douanière doit rester dans le valenciennois. ».

Fabrice DUEE, délégué CGT AGEVAL : « *Les conséquences pourraient s'avérer désastreuses. Le syndicat évoquerait la perte de 7 encadrants techniques, 1 agent administratif et 1 chargé d'accompagnement. Pour les CDI qui resteraient, il y aurait un passage de 40 heures par semaine à 35 heures, avec la perte de salaire qui en découle. Le nombre de salariés accueillis en CDDI pourrait, lui, passer de 360 à 285, voire moins. Nous demandons l'organisation d'une table ronde».*

Emile VANDEVILLE, délégué CGT Finances Publiques : « *On enlève la proximité. On ne cherche qu'à faire du profit et de la rentabilité. Plus que jamais, la défense des services publics passe par les finances à savoir le statut des personnels, les effectifs qui sont le garant de cet atout que représente ce secteur. Il faut une convergence des luttes ».*

Alain BOCQUET, Député-Maire de Saint-Amand-Les-Eaux : « *Les déclarations faites par la direction du groupe évoquant la compétitivité de Vallourec, la recherche d'un partenaire majoritaire pour l'aciérie de Saint-Saulve, la volonté de rester client de ce partenaire, en disent long sur le processus de liquidation ouvert. Perspective d'autant plus intolérable que l'entreprise a bénéficié de fonds publics. Tout cela sans que quiconque ait son mot à dire... ».*

Valérie LETARD, Sénatrice du Nord, Présidente de Valenciennes Métropole : « *Cette annonce est inadmissible et inacceptable en état. Je demande que se tienne une table ronde réunissant le ministre de l'économie, la direction de Vallourec, les partenaires sociaux et les élus concernés. Vallourec veut se séparer de l'aciérie mais pourquoi faire et avec quelle pérennité ? Il faut travailler à une alternative aux suppressions de postes ».*

Fabien THIEME, Maire de Marly, Vice-Président à Valenciennes Métropole : « *Il faut savoir qu'en 2008, 100 millions d'euros ont été investis à l'aciérie de Saint-Saulve pour la réalisation d'un nouveau four et d'une nouvelle coulée. A cela, il y a eu lieu d'ajouter tous les emplois induits. Cela est inacceptable et intolérable ! C'est un nouveau coup dur qui se prépare contre les familles du Valenciennois et du Nord ».*

Cécile GALLEZ, Maire de Saint-Saulve : « *Je ne comprends pas qu'on ait doublé la tuberie et installé un nouveau four et maintenant on nous dit qu'on va vendre. Le Valenciennois ne va pas encore trinquer comme il a trinqué à l'époque d'Usinor. J'espère de tout cœur qu'on va pouvoir sauver Vallourec. J'ai vu cette usine s'ouvrir. Je n'ai pas envie de la voir se fermer ».*

Michelle DEMESSINE, Sénatrice du Nord : « *Il y a une affirmation forte de ne pas accepter l'hypothèse d'une suppression des emplois. La situation est grave ».*

Jean-René LECERF, Président du Conseil Départemental du Nord : « *Le ministre a vu que des élus qui ont des orientations politiques différentes n'ont pas la moindre réserve pour travailler ensemble. Le Département est en train de retrouver des moyens financiers pour investir dans les aides à l'emploi et pas dans le traitement social du chômage. On est pas là pour ça ».*

Corinne DONNAINT Conseillère Régionale : « *Une fois encore notre région est durement frappée par les destructions d'emplois et le valenciennois n'est pas épargné cette fois encore. Je m'associe pleinement à la protestation officielle contre ces décisions qui vont avoir une fois de plus de lourdes conséquences sur*

toute l'économie régionale. Les salariés peuvent compter sur mon soutien et sur celui du groupe dont je fais partie à la Région pour peser de tout notre poids contre ces décisions et pour participer aux actions qui seront décidées ce soir pour défendre tous les emplois menacés. Tous ensemble, élus et syndicats, salariés et citoyens, nous devons faire entendre notre voix pour que les emplois soient préservés de façon durable ».

Pierre-Michel BERNARD, Maire d'Anzin : « *Monsieur Pierre-Michel BERNARD a pris connaissance de votre courriel avec grand intérêt et vous en remercie. Malheureusement, retenu par des engagements auxquels il ne peut se soustraire, il ne pourra pas participer à la réunion publique de ce jour et vous prie de bien vouloir l'en excuser. Toutefois, il est de tout cœur avec vous pour soutenir la défense des emplois et la sauvegarde des entreprises de notre arrondissement ».*

Les jeunes socialistes du Valenciennois : « *La décision de Vallourec pose la question de l'argent alloué aux entreprises dans le cadre du CICE. Le MJS demande à l'Etat de mettre en place des mesures de contrôle quant à l'utilisation de cet argent qui ne doit pas servir à enrichir les actionnaires des entreprises ».*

Après débat et partant de ce constat, il a été décidé que chacun avec son identité, son originalité, pour faire entendre la voix du Valenciennois et du Sud du Département car l'union fait la force, de programmer un :

Grand rassemblement le :

Mercredi 20 Mai à 18 h

face à la Sous-Préfecture de Valenciennes

TOUS CONCERNES !

**« Vallourec, Ageval, le ferroviaire,
les Forges de Fresnes, les douanes, les finances :
pour l'emploi,
l'avenir de notre jeunesse,
tous unis et rassemblés.**

Dans notre diversité, faisons-nous entendre ! »